

50 ans après le coup d'Etat au Chili : commémorer, se souvenir, transmettre, retenir, analyser. Interview croisée

Septembre 2023 marque les 50 ans du coup d'Etat au Chili, perpétré par Augusto Pinochet le 11 septembre 1973 contre le président démocratiquement élu, Salvador Allende. Pendant la dictature qui dura de 1973 à 1990, des milliers et des milliers de chiliens furent séquestrés, torturés, tués. D'autres fuirent le pays et trouvèrent refuge ailleurs. La Suisse, d'abord réticente, a fini par accueillir de nombreux exilés chiliens. Avec le retour à la démocratie dans les années 90, certains sont rentrés, d'autres sont restés.

Claudio Bolzman, professeur, sociologue et président du Forum national Age et Migration et Gisella Dufey Hinch, co-vice-présidente du Forum et spécialiste à la Croix-Rouge suisse ont échangé leurs propos dans le cadre d'une interview croisée. Claudio Bolzman est né au Chili en 1953 à Santiago et est arrivé en Suisse en 1978, Gisella Dufey Hinch est liée au Chili par son père, d'origine suisse-chilienne, né à Victoria en 1951 et arrivé en Suisse en 1973.

Questions à Claudio Bolzman

50 ans après le coup d'Etat au Chili, quels sont les premiers mots qui te viennent à l'esprit ?

Plus jamais ça ! Je ne souhaite à personne de vivre sous la terreur d'une dictature.

Qu'est-ce qui est aujourd'hui important de commémorer ?

En faisant usage d'une violence inouïe et d'une répression féroce, le coup d'Etat visait à détruire les institutions démocratiques du Chili, mais aussi à effacer de la mémoire collective toute trace de ce que les mouvements populaires ont été capables de construire pendant le vingtième siècle et notamment pendant le gouvernement de l'Unité populaire. Un demi-siècle plus tard il donc est important de rappeler les objectifs de ce coup d'Etat sanguinaire qui a fait entrer définitivement le Chili dans l'histoire mondiale de l'ignominie. Il est aussi essentiel de se souvenir et d'honorer les nombreuses victimes détenues, torturées, disparues, exilées, renvoyées de leur travail pour des raisons politiques ou stigmatisées par la dictature. Il est aussi fondamental de rappeler toutes les formes de résistance à l'intérieur du pays et de solidarité internationale qui ont permis de maintenir vive la mémoire d'un autre Chili possible et le retour à la démocratie après dix-sept ans de dictature. Il est aussi indispensable de fournir des opportunités pour que les récits et les mémoires de celles et ceux obligés au silence pendant de nombreuses années puissent accéder à l'espace public. Enfin, il est nécessaire de poursuivre et d'approfondir l'étude historique des processus qui ont mené au coup d'Etat afin de mieux les comprendre et

d'éviter que d'autres putschs et des confiscations de la démocratie ne puissent se produire dans le futur.

Quelle a été la spécificité de la solidarité suisse avec les exilés chiliens ? Comment a-t-elle évolué au courant des années ?

La solidarité suisse avec les exilés chiliens s'est exprimée à plusieurs niveaux. Tout d'abord, alors que le Conseil fédéral de l'époque était plutôt réticent à accueillir des réfugiés du Chili, un mouvement citoyen très large a poussé les autorités à ouvrir les portes à un contingent de 255 exilés. De plus, des églises, des milieux humanitaires, des communes ont créé l'Action Places Gratuites (Freiplatz Aktion) qui a pris l'initiative d'aller chercher des personnes persécutées au Chili, de les faire sortir vers l'Argentine, puis vers l'Italie et de les faire entrer en Suisse via le Tessin avant d'être hébergées par des familles suisses ou immigrées. On estime qu'au moins 400 Chiliens ont bénéficié de cet extraordinaire élan de solidarité collective.

Par la suite, de nombreux Suisses ont aussi soutenu les activités des associations des exilés chiliens en vue d'appuyer l'opposition à la dictature militaire et d'aider les victimes de la répression. Ainsi, des Comités de solidarité ont été créés qui ont développé des activités d'information sur la situation politique et sur les violations des droits de l'homme au Chili, ont organisé des campagnes pour obtenir la libération des prisonniers politiques ou empêcher les exécutions des condamnés, dénoncer les disparitions forcées, collecter de l'argent pour les organisations de défense de droits de l'homme ou les groupes de la résistance, dénoncer la présence en Suisse des personnes qui ont participé à la répression. L'existence des organisations internationales à Genève, et notamment de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies a permis de donner une résonance particulière à la dénonciation des exactions commises par les militaires et les carabiniers.

Ces activités en commun ont permis aux exilés chiliens et aux Suisses actifs dans la solidarité de mieux se connaître et de tisser de forts liens d'amitié.

Une dimension plus discrète spécifique à la Suisse concerne le rôle du Comité international de la Croix-Rouge qui a visité près de 18'000 prisonniers politiques internés dans les geôles de la dictature entre 1973 et 1978. Les archives du CICR s'ouvrent progressivement et ils pourront fournir de nombreuses informations inédites à l'avenir.

En quoi l'expérience chilienne pendant le gouvernement de l'Unité populaire est encore d'actualité ?

L'expérience de l'Unité populaire a eu un énorme retentissement international à l'époque parce qu'elle proposait une voie démocratique pour changer en profondeur la société chilienne. Il s'agissait de permettre son développement économique en récupérant les richesses minières pour le pays et en approfondissant la réforme agraire. Le gouvernement d'Allende a aussi favorisé une meilleure distribution du revenu, a facilité l'accès à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, mais aussi à la culture pour l'ensemble de la population. Il visait aussi la pleine inclusion des plus marginalisés, y compris les peuples originaires, dans la vie du pays. Les grandes lignes de ce programme restent pleinement d'actualité au Chili, l'un des pays les plus inégalitaires au monde. Les familles modestes n'ont guère des chances aujourd'hui d'avoir accès à une éducation de qualité et une personne gravement malade court un grand risque de mourir en attendant son tour pour une opération dans un hôpital public. Sans parler des pensions de retraite, dérisoires pour beaucoup et très insuffisantes pour la grande majorité. Par ailleurs, le versement des pensions est calculé par des assureurs privés sur la base de l'espérance de vie estimée de la personne cotisante. Si celle-ci dépasse l'âge estimé, elle ne recevra simplement plus de pension de retraite...

Peut-on se réconcilier avec un passé douloureux quand une partie de la société chilienne refuse de se défaire de l'héritage de Pinochet ?

C'est une des grandes difficultés des sociétés ayant vécu une violence politique extrême sous forme de terrorisme d'Etat. Dans le cas du Chili, la minorité qui a accumulé d'énormes privilèges pendant la période de la dictature ne souhaite pas les partager avec le reste de la société, et quand elle se sent menacée, elle fait peur à la population en soulignant que le changement serait source de chaos et d'insécurité. Malgré ces menaces, les nouvelles générations veulent croire à un avenir différent, comme le montrent les grandes manifestations de 2019 et l'élection d'un jeune président progressiste, Gabriel Boric, en 2022, même si de nombreux obstacles persistent pour mener à bien ces changements, à commencer par le refus récent dans les urnes d'une nouvelle constitution destinée à remplacer celle héritée de Pinochet.

Si la politique était rationnelle les différents secteurs de la population chercheraient à construire une société résiliente, à partir d'un travail commun de recherche de la vérité, de justice pour les victimes et de dialogue. Or, rarement les choses se passent de la sorte. On impose le refoulement du passé au nom de la réconciliation, on met du sable sur les plaies, sans que cela puisse soulager la douleur des victimes. Dans des versions un peu moins mauvaises, on commence un travail de mémoire et de vérité, on condamne quelques responsables de la répression et ensuite on passe à autre chose. On renvoie le travail de deuil des victimes à leur espace privé. Le problème est qu'une société qui ne condamne pas publiquement le recours aux dictatures pour résoudre les conflits d'intérêts et les divergences idéologiques qui existent partout, donne une légitimité à celles-ci et laisse la porte ouverte au retour de vieux démons. Cela ne signifie pas qu'il faut baisser le bras car les destins collectifs sont aussi les résultats de l'action de chacun.

Comment souhaiterais-tu qu'on raconte cette partie de l'histoire aux futures générations ? Que leur transmettre surtout ?

Je pense qu'il est déjà nécessaire de raconter cette partie de l'histoire aux générations actuelles. En effet, une grande majorité des personnes d'aujourd'hui n'ont pas vécu directement ni l'expérience de l'Unité populaire, ni le Coup d'Etat. Pour elles ces événements remontent à un passé relativement lointain. Il est essentiel de mettre en lumière comment la défaite du gouvernement de Salvador Allende et le triomphe de la terreur ne sont pas simplement un chapitre de l'histoire qui figure dans les manuels scolaires, mais de montrer comment ces événements ont un impact direct sur leurs vies quotidiennes actuelles, sur leurs histoires personnelles. Beaucoup de frustrations vécues par les nouvelles générations sont le résultat direct des politiques néo-libérales imposées par la dictature par la force des armes. Par chance de nombreux témoins de cette histoire sont encore en vie. Ils peuvent transmettre leur expérience et aider à mieux comprendre le présent et les potentialités de l'avenir, à condition que leurs voix soient audibles et ne soient pas noyées par les « vérités alternatives » de ceux qui contrôlent les médias.

Quel est le plus beau souvenir que tu gardes de tes jeunes années au Chili ?

Les beaux souvenirs sont nombreux et difficiles à hiérarchiser : ce sont des couleurs, des sons, des odeurs, des paysages, des atmosphères, des textures, des saveurs... Ce sont aussi des moments simples vécus avec ma famille et/ou mes amis au bord de la mer, à la montagne, près d'une rivière ; des rencontres improbables, des échanges et discussions animés avec d'autres jeunes dans une atmosphère de grande liberté, des rires insouciantes partagés avec tant de personnes qui vivaient un meilleur présent et regardaient avec confiance l'avenir.

Questions à Gisella Dufey Hinch

50 ans après le coup d'Etat au Chili, quels sont les premiers mots qui te viennent à l'esprit ?

Une grande tristesse. C'est le rappel que les événements tragiques qui ont marqué l'histoire du Chili se sont effectivement passés, ce ne fut pas un mauvais rêve.

Qu'est-ce qui est aujourd'hui important de commémorer ?

Tout d'abord les victimes, les combattants, les gens qui furent porteurs d'espoir et de nouveaux projets, au Chili et ailleurs. Et aussi les personnes invisibles, celles qui n'ont pas réussi à prendre la parole et qui combattent encore sans forcément réussir à se faire entendre. Puis, au-delà de la commémoration, de l'acte de se rappeler ensemble, il est important de rester vigilant et critique. Les partis de droite refusent de commémorer cet événement, la constitution chilienne actuelle porte encore l'héritage de la dictature et de nombreux droits humains sont encore violés au Chili, en particulier ceux des mapuches.

Quels liens peut-on faire avec la mémoire et la transmission à propos de l'expérience chilienne du gouvernement de l'Unité populaire et du Coup d'Etat au Chili à partir des récits que tu as entendu ?

Personnellement, les récits que j'ai entendu le plus souvent en Suisse sont liés à l'expérience vécue pendant la démocratie de Salvador Allende. Son projet de justice sociale et son énergie résonnent encore dans les cœurs des gens. Mais souvent il s'agit de récits fortement imprégnés de nostalgie et de regrets. Parfois il y a un aspect un peu folklorique qui vient colorer les images du passé. Ceci renforce le sentiment d'appartenance, j'imagine. Les personnes qui ont vécu ces années sont liées par quelque chose de très fort. Il faut l'avoir vécu pour comprendre. Par contre, j'ai moins entendu des témoignages ou des histoires se rattachant à la dictature. J'imagine parce que c'est une expérience trop douloureuse. Je pense qu'il est important de récolter toutes les pièces de l'histoire, pour éviter que seulement une partie s'impose et pour avancer au niveau du processus de justice et de réparation. Je pense aussi qu'il y a des aspects de cette période très intéressants, complexes et uniques mais pas forcément connus. Le travail de la mémoire est sans répit.

Ce dernier temps tu as pu lire plusieurs livres à propos de l'expérience chilienne, du coup d'Etat, de l'accueil en Suisse des exilés, de la solidarité des exilés chiliens avec leur pays d'origine. Qu'est-ce que ces lectures évoquent pour toi ?

Je sais qu'il y a eu des mouvements de solidarité et de résistance très importants et fondamentaux pour l'histoire chilienne. Mais en vérité, et peut-être malheureusement, les lectures qui m'ont le plus bouleversée, sont celles liées à la dictature de Pinochet. Ce qui s'est passé est tellement brutal, cruel, inhumain, qui dépasse toute imagination. Comment a-t-on pu faire ceci à ses propres concitoyens ? A ces propres voisins, à ses collègues ? Tout ceci au nom du néolibéralisme sauvage. Des milliers et des milliers de personnes ont été torturées, tuées, éliminées, nombreuses sont disparues. Or les victimes étaient le plus souvent tellement jeunes, être 18 et 22 ans. On dit de nous que nous sommes la génération des parents hyper protectifs : comment imaginer ceci ? Au-delà des récits de solidarité, j'ai aussi entendu en Suisse des jeunes chiliens justifier la dictature. Ils commencent leurs arguments par « Oui, mais... ». Ils ne nient pas, mais justifient ceci au nom du profit économique. Je trouve cela très grave, angoissant et désespérant.

Comment souhaiterais-tu qu'on raconte cette partie de l'histoire aux futures générations ? Que leur transmettre surtout ?

J'aimerais que les futures générations sachent que les rêves, l'idéal peuvent se transformer en de projets réels. Qu'il est possible de construire quelque chose de nouveau et que des alternatives aux modèles que l'on nous impose sont possibles. J'aimerais qu'ils écoutent les derniers mots d'Allende prononcés à la radio avant de mourir. C'est d'un courage et d'un tragique incroyable. Cette personne a existé, elle a fait partie du champ du possible. Qu'ils se rappellent aussi le chapitre de la justice pénale internationale, écrite entre autres par le juge espagnol Baltasar Garzon, qui fit émettre un mandat d'arrêt contre Pinochet. Oui, cela fut possible. Mais qu'ils gardent aussi à l'esprit le rôle criminel qu'ont joué les Etats-Unis dans le coup d'Etat. Qu'ils se rappellent aussi qu'il ne faut jamais baisser la garde. Comme écrivait Camus, le bacille de la peste ne meurt jamais, il peut rester endormis et caché pendant des années et un jour refaire surface. Et enfin, devant de telles abominations : refuser, toujours refuser. Mais dans le refus, la solidarité trouve sa place, sa raison d'être. En Suisse et ailleurs, de nombreuses personnes et organisations ont été solidaires envers les Chiliens. Nous avons la chance d'avoir une grande documentation à propos de cette histoire : il ne faut pas craindre les portes de la mémoire si elle nous aide à construire un avenir meilleur.

Quels souvenirs tu gardes de tes visites au Chili ?

J'ai visité le Chili seulement une fois mais j'en garde un souvenir très vif. C'est un très beau pays, avec des paysages magnifiques. J'ai rencontré des gens très généreux et solaires. Mais ce qui m'a frappé le plus, c'est l'énorme fossé entre les pauvres et les riches dont on n'a pas honte. Je me rappelle d'avoir rencontré un propriétaire terrien et producteur de vin qui se vantait de faire travailler des mapuches et de les tenir cachés dans des baraques gardées par des chiens. C'était hallucinant. Je garde un souvenir des paysans avec leurs bétails dans des marchés locaux, très pauvres et silencieux, comme s'ils étaient à la retraite du monde et que le temps s'était arrêté. Que deviendront-ils ? Je me souviens aussi d'enfants que j'avais rencontré sur une plage près de Conception. Quelques mois après il y a eu un fort tremblement de terre qui a fait beaucoup de victimes. Je me suis demandée si ces enfants avaient été emportés également. Enfin, j'ai peut-être un souvenir un peu nostalgique aussi.

Septembre 2023

A propos du Forum national Age et Migration :

Fédérant depuis 2003 les principaux acteurs au niveau national des domaines de la santé, de la vieillesse, de l'intégration et de la migration, le Forum œuvre à l'amélioration de la situation tant sociale que sanitaire des migrants âgés en Suisse. Pour ce faire, il mène un important travail de fond, d'information et de coordination. Le but est de défendre les intérêts des aînés issus de la migration, de faire valoir leurs droits et de soutenir leur intégration en favorisant leur participation à la vie sociale. Parallèlement, le Forum vise à sensibiliser l'opinion publique, et plus encore les professionnels du domaine de la vieillesse, aux parcours et aux conditions de vie des migrants âgés.

Pour de plus amples informations :

F : <https://www.age-migration.ch/>

D: <https://www.alter-migration.ch>